

Stopper Agrexco Faire respecter les Droits Humains et la loi internationale.

Omar Barghouti

Après la guerre israélienne illégale contre les 1,5 millions de Palestiniens dans la bande de Gaza occupée, avec tous ses crimes de guerre et ses actes criminels de génocide, la campagne de la société civile palestinienne pour le boycott, les désinvestissements et les sanctions contre Israël, BDS, s'est étendue spectaculairement et régulièrement dans le monde entier, de Montpellier à Johannesburg, de Stockholm à Londres, de Ramallah à Toronto et New York, d'Oslo à Rio de Janeiro, du Caire à Kuala Lumpur. Pour la première fois depuis des décennies, nous sentons que l'impunité d'Israël va lentement vers sa fin et que le peuple originel de Palestine pourra finalement obtenir la justice et l'égalité sous la loi internationale.

Mais que peuvent faire les mouvements de solidarité après le retrait honteux par l'Autorité Palestinienne lors du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, du soutien pour le rapport de la commission d'enquête Goldstone de l'ONU sur les crimes de guerres israéliens ? Le représentant français au Conseil a répété le mantra : « Nous ne pouvons pas être plus Palestiniens que les Palestiniens ». A lui et au gouvernement français, je dis : ne tentez même pas de masquer votre complicité criminelle dans les violations israéliennes du droit international en vous cachant cyniquement et immoralement derrière la position malavisée et complètement impopulaire d'une autorité que vous, l'Union Européenne, Israël et les Etats-Unis nous avez imposée, sans mandat démocratique ni comptes à rendre !

Si vous voulez vraiment savoir ce que « LES Palestiniens » veulent, lisez toutes les déclarations faites par les partis politiques palestiniens, les associations des droits de l'homme et les autres coalitions de la société civile ; elles ont toutes exprimé un ferme soutien au rapport Goldstone et demandé l'adoption immédiate du rapport et de ses recommandations par l'ONU. Amnesty International et Human Rights Watch l'ont aussi fait. Cette position est aussi adoptée unanimement par le comité

Stopping Agrexco Upholding Human Rights and International Law

Omar Barghouti

After Israel's illegal war against the 1.5 million Palestinians in the occupied Gaza Strip, with all its war crimes and crimes acts of genocide, the Palestinian civil society campaign for boycott, divestment and sanctions against Israel, BDS, has spread dramatically and consistently throughout the world, from Montpellier to Johannesburg, from Stockholm to London, from Ramallah to Toronto, to New York, from Oslo to Rio de Janeiro, to Cairo to Kuala Lumpur. For the first time in decades, we feel that Israel's impunity is slowly coming to an end and that the indigenous people of Palestine may finally attain justice and equality under international law.

But what can solidarity movements do after the Palestinian Authority's disgraceful withdrawal of support at the UN Human Rights Council for the UN Fact Finding mission's Goldstone report on Israel's war crimes? The French representative to the Council repeated the mantra: "We cannot be more Palestinian than the Palestinians." To him and to the French government, I say: Do not even try to cover up your criminal complicity in Israeli violations of international law by cynically and immorally hiding behind the ill-conceived and entirely unpopular position of an authority that you, the EU, Israel and the US have imposed on us, without a democratic mandate or any accountability!

If you really want to know what "THE Palestinians" want, read all the statements that were issued by Palestinian political parties, human rights organizations and other civil society coalitions; they all expressed solid support for the Goldstone report and demanded immediate adoption of the report and its recommendations by the UN. So did Amnesty International and Human Rights Watch. This position is also endorsed unanimously by the Palestinian BDS National Committee, the BNC, the largest coalition

national palestinien du BDS, le BNC, la plus grande coalition de partis palestiniens, d'ONG, de syndicats et d'autres composantes de la société civile, représentant les Palestiniens des territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem Est, les Palestiniens à l'intérieur d'Israël et, avant tout, les réfugiés Palestiniens, qui forment la majorité absolue du peuple de Palestine. Le BNC appelle toutes les personnes de conscience autour du monde à intensifier le BDS comme réponse la plus efficace au dernier échec de l'ONU et de la soi-disant communauté internationale à défendre la loi internationale et à tenir Israël pour responsable de ses crimes de guerre et de la violation continue des droits humains.

Là où les gouvernements ont échoué à protéger les droits palestiniens, il y a un impératif moral à l'action des citoyens. Comme pendant la lutte mondiale contre l'Apartheid en Afrique du Sud, des campagnes imaginatives, graduelles et tenant compte du contexte constituent le meilleur espoir pour la fin de l'occupation et de l'oppression israéliennes.

Très récemment, le Trade Union Congress britannique, le TUC, qui représente 6,5 millions de travailleurs, a adopté une forme sélective de BDS. Quelques semaines auparavant, des centaines de personnalités culturelles, comprenant John Berger, Danny Glover, Noam Chomsky et Naomi Klein, ont [publié une déclaration](#) protestant contre l'hommage spécial à Tel-Aviv du festival international du film de Toronto, disant que « l'utilisation d'un festival international d'une telle importance pour mettre en scène une campagne de propagande de la part d'un ... régime d'apartheid » était un acte de complicité critiquable.

Dans le même temps, le ministre des finances Norvégien annonçait que le fonds de pension souverain de son pays, le troisième au monde, avait décidé de désinvestir d'une compagnie d'armement israélienne impliquée dans la fourniture d'équipements pour le mur israélien construit sur les terres palestiniennes occupées. La décision était en conformité avec l'opinion consultative de la Cour Internationale de Justice de La Haye en 2004, qui a décidé que le mur israélien et les colonies contreviennent à la loi internationale.

La dernière guerre d'agression israélienne contre la Bande de Gaza occupée et ces deux années de siège illégal et immoral de la Bande ont stimulé une véritable transformation de l'opinion publique

of Palestinian parties, NGOs, unions and other civil society components, representing Palestinians in the occupied Palestinian territory, including East Jerusalem, Palestinians inside Israel and, most importantly, Palestinian refugees, who form the absolute majority of the people of Palestine. The BNC calls on all conscientious people around the world to intensify BDS as the most effective response to the latest failure by the UN and the so-called international community to defend international law and to hold Israel accountable for its war crimes and ongoing abuse of human rights.

Where governments have failed to protect Palestinian rights, there is a moral imperative for citizens to act. As during the global struggle against apartheid in South Africa, creative, gradual and context-sensitive citizen-led campaigns present the best hope for ending Israel's occupation and oppression.

Most recently, the British Trades Union Congress, TUC, which represents 6.5 million workers, adopted a selective form of BDS. A few weeks earlier, hundreds of a group of prominent cultural figures, including John Berger, Danny Glover, Noam Chomsky and Naomi Klein, [issued a statement](#) protesting the Toronto International Film Festival's special tribute to Tel Aviv, saying that "the use of such an important international festival in staging a propaganda campaign on behalf of ... an apartheid regime" was an objectionable act of complicity.

Concurrently, the Norwegian finance minister announced that her country's sovereign pension fund, the third largest in the world, has decided to divest from an Israeli arms company implicated in providing equipment to Israel's wall built on occupied Palestinian land. The decision was in compliance with the advisory opinion of the International Court of Justice at the Hague in 2004 which found Israel's Wall and settlements to be in contravention of international law.

Israel's latest war of aggression against the occupied Gaza Strip and its two-year illegal and immoral siege of the Strip have stimulated a real transformation in world public opinion against

mondiale contre la politique israélienne. Les images à retourner le cœur, diffusées dans le monde entier, des bombes israéliennes au phosphore blanc déversées sur des quartiers palestiniens très peuplés et brûlant des enfants réfugiés aux abris de l'ONU ont déclenché dans le monde entier des initiatives de boycott et de désinvestissement dans les domaines économiques, universitaires, sportifs et culturels. L'ancien président de l'assemblée générale de l'ONU, le père Miguel D'Escoto Brockman, l'archevêque Desmond Tutu, des artistes éminents, des écrivains, universitaires et réalisateurs, des groupes juifs progressistes, de grands syndicats et fédérations du travail, des organisations affiliées à des églises et des groupes étudiants ont tous soutenu, à des degrés divers, la logique des sanctions, convaincant beaucoup de gens que notre *temps sud-africain* est enfin arrivé.

La campagne de [BDS](#) à direction palestinienne, lancée en juillet 2005, est avalisée par une majorité écrasante d'organisations palestiniennes de partout. Elle est ce que nous avons de plus proche d'un consensus palestinien. Enracinée dans une longue tradition de résistance populaire non-violente en Palestine, et largement inspirée par la lutte anti-Apartheid en Afrique du sud, elle adopte une approche fondée sur les droits qui est ancrée sur les droits humains universels que toutes les personnes de conscience ont défendus depuis la révolution française. Elle rejette résolument toute forme de racisme, y compris l'antisémitisme et l'islamophobie.

L'appel du BDS définit sans ambiguïté les trois droits palestiniens fondamentaux qui constituent les exigences *minimales* pour une paix juste et par lesquels les Palestiniens peuvent exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination :

- (1) La fin de l'occupation militaire de 1967 de toutes les terres arabes, comprenant Gaza, la Cisjordanie y compris Jérusalem Est, ainsi qu'au Liban et en Syrie;
- (2) Les droits des réfugiés, ratifiés par l'ONU, en particulier leur droit au retour chez eux et à des réparations ; et
- (3) La fin du système de discrimination raciale contre les citoyens Palestiniens d'Israël, décrit par un nombre croissant d'experts comme un « régime d'apartheid ».

Le BNC a publié cette année une analyse

Israeli policies. The heart-wrenching images beamed across the world of Israeli white phosphorus bombs showering densely populated Palestinian neighborhoods and burning children hiding at UN shelters triggered worldwide boycotts and divestment initiatives in economic, academic, athletic and cultural fields. The former president of the UN General Assembly, Father Miguel D'Escoto Brockman, Archbishop Desmond Tutu, distinguished artists, writers, academics and filmmakers, progressive Jewish groups, major trade unions and labor federations, church-affiliated organizations and student groups have all endorsed, to varying degrees, the logic of sanctions, convincing many that our *South Africa moment* has finally arrived.

The Palestinian-led and guided [BDS](#) campaign, which was launched in July 2005, is endorsed by an overwhelming majority of Palestinian organizations everywhere. It is the closest thing we have to a Palestinian consensus. Rooted in a long tradition of non-violent popular resistance in Palestine and largely inspired by the anti-apartheid struggle in South Africa, it adopts a rights-based approach that is anchored in *universal* human rights that all people of conscience have defended since the French Revolution. It resolutely rejects all forms of racism, including anti-Semitism and Islamophobia.

The BDS call unambiguously defines the three basic Palestinian rights that constitute the *minimal* requirements of a just peace and through which the Palestinians can exercise their inalienable right to self-determination:

- (1) Ending the 1967 military occupation of all Arab lands including Gaza and the West Bank, including East Jerusalem, as well as in Lebanon and Syria;
- (2) The UN-sanctioned rights of the refugees, particularly their right to return to their homes and to reparations; and
- (3) Ending the system of racial discrimination against Palestinian citizens of Israel, described by an increasing number of experts as an "apartheid regime."

The BNC published this year an in-depth analysis

approfondie du système israélien d'oppression contre les Palestiniens, concluant qu'Israël pratique l'occupation, la colonisation et l'apartheid. Une étude récente commissionnée par le gouvernement sud-africain et dirigée par le professeur John Dugard, expert en droit international de premier plan, est arrivée à la même conclusion, malgré qu'elle se soit limitée au territoire de 1967.

Qualifier Israël d'État d'apartheid n'implique pas que son système de discrimination est identique à l'apartheid sud-africain. Il établit seulement que les lois israéliennes et la politique contre les Palestiniens, que même un rapport de 2008 du Département d'État US a qualifié de système de « [discrimination institutionnelle, législative et sociétale](#) », correspondent largement à la définition de l'apartheid faite par l'ONU en 1976.

Malgré ce qui précède, submergés par une culpabilité compréhensible concernant le génocide des Juifs, incapables ou ne voulant pas reconnaître la différence fondamentale entre une opposition aux violations israéliennes de la loi internationale et une discrimination contre les Juifs, les pouvoirs occidentaux ont failli à adopter un quelconque instrument politique afin de rendre Israël responsable ou de faire pression sur Israël de manière significative pour mettre fin réellement à ses violations des droits humains et appliquer les préceptes pertinents de la loi internationale. Au lieu de cela, l'Europe a continué à soudoyer les Palestiniens pour qu'ils acceptent de payer de leurs terres et de leurs droits le prix d'un génocide européen contre les Juifs auquel les Arabes Palestiniens n'ont pris aucune part.

La démarche la plus morale et la plus avisée politiquement que la société civile internationale peut poursuivre afin de contribuer au respect de la primauté du droit international et des droits humains universels au Moyen-Orient, c'est l'adoption d'une position cohérente et vigoureuse, soutenant des initiatives BDS intelligentes contre Israël, similaires à celles qui furent appliquées contre l'Apartheid sud-africain.

A quoi appelle précisément le BDS ?

Les groupes de la société civile, les partis politiques et syndicats les plus significatifs représentant la grande majorité des Palestiniens, dans les territoires occupés, en Israël et dans l'exil, ont soutenu le BDS depuis juillet 2005. Nous appelons le monde entier à boycotter Israël

of Israel's system of oppression against the Palestinian, concluding that Israel practices occupation, colonization and apartheid. A recent study commissioned by the South African government and led by the prominent international law expert, Prof. John Dugard, reached the same conclusion, despite limiting itself to the 1967 territory.

Calling Israel an apartheid state does not imply that its system of discrimination is identical to apartheid South Africa's. It simply states that Israel's laws and policies against the Palestinians, described even in a 2008 State Department report as a system of "[institutional, legal and societal discrimination](#)," largely fit the 1976 UN definition of apartheid.

Despite the above, awash with understandable guilt over the Holocaust, unable or unwilling to recognize the fundamental difference between opposition to Israel's violations of international law and discrimination against Jews, the Western establishment has failed to adopt any policy instrument intended to hold Israel accountable or to pressure Israel in any meaningful way to actually end its human rights abuses and implement the relevant precepts of international law. Instead, Europe has continued to bribe the Palestinians to accept paying in their land and rights the price of a European genocide against Jews which Palestinian Arabs had no role in perpetrating.

The most morally and politically sound policy that the international civil society can pursue to contribute to upholding the primacy of international law and universal human rights in the Middle East is through adopting a morally consistent and operative position that endorses meaningful BDS initiatives against Israel, similar to those applied to apartheid South African.

What exactly is BDS calling for?

The most significant civil society groups, political parties and unions representing the great majority of Palestinians, inside the occupied territory, in Israel as well as in the diaspora, have supported BDS since July 2005. We are calling upon the world to boycott Israel, with all its institutions and

avec toutes ses institutions et entreprises, ainsi qu'à désinvestir des compagnies qui profitent de l'apartheid israélien, de l'occupation ou de la négation des droits des réfugiés.

Mais si un groupe veut se focaliser uniquement sur l'occupation, pas sur l'apartheid en Israël ou sur les droits des réfugiés, quoi alors ? Les droits inaliénables du peuple de Palestine sont indivisibles et non négociables. Seuls les Palestiniens peuvent décider à quoi nous aspirons et comment nous pouvons exercer notre droit à l'autodétermination. Les mouvements de solidarité choisissent les tactiques qu'ils considèrent comme les plus efficaces et les plus durables dans leur contexte particulier pour nous aider à parvenir à nos droits.

Lors du boycott contre l'Apartheid sud-africain, toutes les institutions d'Apartheid furent boycottées : culturelles, sportives, universitaires, économiques, etc. Nous demandons que les mêmes mesures soient exactement appliquées à l'occupation et à l'apartheid israélien. Dans chaque mouvement de boycott, vous adoptez des mesures contre l'État qui viole la loi internationale et les principes des droits humains. Même si vous vous opposez seulement à l'occupation et aux colonies, vous devez boycotter Israël ; après tout, d'après la loi internationale, Israël en tant qu'État est l'entité coupable des crimes d'occupation et de colonisation. Malgré les différences évidentes, personne n'a jamais appelé à ne boycotter que les produits soudanais faits au Darfour ou les produits chinois fait au Tibet, en opposition à ce qui est considéré comme des violations des droits de l'homme dans chaque cas. On doit insister sur la cohérence morale et rejeter les doubles standards.

Mais le boycott n'est-il pas contre-productif parce qu'il frappe les Palestiniens ?

C'est à nous, Palestiniens, de décider. Nous sommes reconnaissants pour votre solidarité, mais nous sommes assez mûrs pour décider ce qui est de notre meilleur intérêt. Oui, le boycott a un prix pour nous; mais clairement la grande majorité de notre société est prête à payer le prix pour mettre fin à l'oppression d'Israël.

Le BDS peut-il vraiment marcher contre un pays aussi puissant qu' Israël ?

Un passage en revue rapide des succès les plus récents de la campagne BDS nous dit qu'en vérité, non seulement le BDS peut marcher, mais

companies, as well as to divest from companies that profit from Israel's apartheid, occupation or denial of refugee rights.

But what if a group only wants to focus on the occupation, not on apartheid in Israel or refugee rights? The inalienable rights of the people of Palestine are indivisible and non-negotiable. Only the Palestinians can decide what we aspire to and how we can exercise our right to self determination. Solidarity movements choose the tactics that they perceive as the most effective and the most sustainable in their particular context to help us achieve our rights.

In the boycott against apartheid South Africa, all apartheid institutions were boycotted: cultural, athletic, academic, economic, etc. We are asking for the exact same measures being applied to Israeli occupation and apartheid. In every boycott movement, you adopt measures against the state that is violating international law and human rights principles. Even if you oppose only the occupation and colonial settlements, you must boycott Israel; after all, according to international law, Israel as a state is the entity that is guilty of the crimes of occupation and colonization. Despite the obvious differences, no one has ever called for boycotting Sudanese products made in Darfur or Chinese products made in Tibet in opposition to perceived human rights violations in either. We should insist on moral consistency and reject double standards.

But isn't boycott counterproductive because it hurts the Palestinians?

This is up to us, the Palestinians, to decide. We appreciate your solidarity, but we are mature enough to decide what is in our best interest. Yes, boycott has a price for us; but clearly the great majority in our society is ready to pay the price in order to end Israel's oppression.

Can BDS actually work against such a powerful country as Israel?

A quick review of the most recent successes of the BDS campaign tells us that, indeed, BDS not only can work, but is in fact working quite well. In

en fait qu'il marche plutôt bien. En quatre ans seulement, le mouvement BDS contre Israël a fait beaucoup plus que ce que nos camarades Sud-Africains avaient réalisé en 20 ans. Nous avons maintenant le soutien de grands syndicats, de l'Afrique du Sud à la Grande-Bretagne, au Canada, de plusieurs pays européens, dont la France et l'Italie. D'importantes personnalités occidentales de la culture se sont mises en avant en soutien au boycott ou bien ont tenu compte de nos appels à boycotter Israël, même sans annoncer leur soutien. Chaque semaine, il y a une nouvelle initiative quelque part dans le monde de groupes de la société civile et de mouvements sociaux organisant des campagnes pour réaliser les tactiques du BDS.

Dans ce qui est peut-être le plus important indicateur de notre succès à ce jour, au mois de mai passé, à la conférence d'orientation annuelle de l'AIPAC, le directeur exécutif de l'AIPAC, Howard Kohr, s'est référé à la campagne BDS en disant, « cette campagne n'est plus confinée aux furieux de l'extrême gauche ou de l'extrême droite politique, mais elle entre de plus en plus dans le grand public américain ».

Un boycott d'Israël n'est-il pas finalement antisémite ?

En réalité, cette accusation est elle-même antisémite ! Elle considère que la critique d'Israël ou l'action contre son oppression est nécessairement une attaque contre tous les Juifs, comme si tous les Juifs avaient une vision monolithique de soutien à Israël et étaient collectivement responsables de ses actions et de sa politique. CET a priori est la définition de l'antisémitisme !

Notre mouvement est ancré sur des principes universalistes et progressistes qui rejettent toute forme de racisme, dont l'antisémitisme. Nous appelons à un boycott d'Israël non pas parce que la plupart des Israéliens sont Juifs, mais parce qu'Israël est un État colonial et d'apartheid. S'il s'agissait de Chrétiens, de Hindouistes ou de Musulmans, ça ne ferait aucune différence. Tant qu'il nous opprime et qu'il viole nos droits fondamentaux nous continuerons à y résister par tous les moyens, dont le BDS. De plus, il y a un réseau croissant de groupes juifs autour du monde qui rejoignent le mouvement BDS. Aux USA, en Grande-Bretagne, au Canada, en France, aux Pays-Bas et même en Israël, un nombre croissant de groupes juifs et d'intellectuels publics parviennent à la conclusion qu'une paix juste ne

only 4 years, the BDS movement against Israel achieved far more than our South African comrades achieved in 20 years. We now have support from major unions, from South Africa to Britain, to Canada, to several European countries, including France and Italy. Major cultural figures in the West have come out in support of boycott or have heeded our calls by boycotting Israel, even without announcing their support for it. Every week, there is a new initiative somewhere around the world of civil society groups and social movements organizing campaigns that implement BDS tactics.

In perhaps the most important indicator of our success to date, this last May, at the annual AIPAC Policy Conference, AIPAC Executive Director Howard Kohr referred to the BDS campaign saying, "No longer is this campaign confined to the ravings of the political far left or far right, but increasingly it is entering the American mainstream."

Finally, isn't any boycott of Israel anti-Semitic?

Actually, this accusation is itself anti-Semitic! It assumes that criticism of Israel or action against its oppression by necessity is an attack against all Jews, as if all Jews have a monolithic view in support of Israel and are collectively responsible for its actions and policies. THAT assumption is the definition of anti-Semitism!

Our movement is anchored in universalist, progressive principles that reject all forms of racism, including anti-Semitism. We call for a boycott of Israel not because most Israelis are Jewish, but because Israel is a colonial and apartheid state. If it were Christian, Hindu or Muslim, it would not make a difference. So long as it is oppressing us and violating our fundamental rights, we shall continue to resist it by all means, including BDS. Furthermore, there is a growing pattern of Jewish groups around the world joining the BDS movement. In the US, Britain, Canada, France, the Netherlands, and even in Israel, an increasing number of Jewish groups and public intellectuals are reaching the conclusion that a just peace can never come true without effective, sustainable and morally

pourra jamais devenir réalité sans des tactiques efficaces, durables et moralement cohérentes contre Israël.

Deux jours après la fin des hostilités israéliennes contre Gaza et malgré tous les morts, les dévastations et les traumatismes, des centaines de milliers d'enfants de Gaza se sont levés presque littéralement des gravats, à quoi la plus grande part de Gaza était réduite, et sont allés avec enthousiasme vers leurs écoles endommagées, emmenant leurs sacs abîmés, leurs livres déchirés et leurs âmes blessées. Leur douleur était profonde et encore plus leur colère, mais leurs yeux brillaient toujours d'ambition, de défi et d'espoir en leur émancipation. Comme les enfants Sud-Africains des années passées, ils méritent un futur meilleur; ils méritent la liberté et une vie digne. Alors : BDS !

consistent BDS tactics against Israel.

Two days after the end of Israeli hostilities against Gaza and despite all the death, devastation and trauma, hundreds of thousands of Gaza's children almost literally rose from under the rubble that most of Gaza was reduced to and went with enthusiasm to their damaged schools, carrying their torn bags, scarred books and injured souls. Their agony was deep and anger deeper; but their eyes were still shining with ambition, defiance and hope for emancipation. Like South African children of yesteryear, they deserve a better future; they deserve freedom and dignified living. Thus BDS!

Traduction JPB-CCIPPP